



**NEWSLETTER Mars 2026**

**Droit des Assurances - Compliance assurance et transport**



## DROIT DES ASSURANCES - JURISPRUDENCE

- **Panneaux photovoltaïques :** Confirmation de la jurisprudence. La cour a jugé que l'installation photovoltaïque constituait un ensemble complet ayant pour fonction d'assurer la couverture du bâtiment, et non uniquement la production d'énergie, justifiant ainsi l'application de la garantie décennale. **(Cass.2eme civ. 19/02/2026 n°24-10.702)**
- **Produit défectueux.** Au visa des articles 1386-1 et s. (devenus 1245 et s.) et de l'article 1147 ancien du code civil, la Cour rappelle que le producteur est responsable du dommage causé par un défaut de son produit, même sans lien contractuel avec la victime. Le professionnel, tenu envers la victime d'une obligation de sécurité de résultat en raison de l'utilisation d'un produit défectueux, peut obtenir du producteur le remboursement intégral des sommes versées, dès lors qu'aucune faute ne lui est imputable dans l'usage du produit. **(Cass.1ere civ. 18/02/2026 n°24-19.881)**
- **Déchéance de garantie.** L'assureur après avoir réglé un sinistre dommage s'est prévalu d'une clause de déchéance de garantie en raison de fausses déclarations de l'assurée sur les conséquences du sinistre et a assigné son assurée en remboursement de l'indemnité versée. Après avoir relevé que la clause de déchéance figurant dans les conditions générales était opposable aux assurés et que leur mauvaise foi était établie, ce dont il résultait que la déchéance totale de garantie pour le sinistre ne présentait aucun caractère disproportionné, la cour d'appel a néanmoins jugé le contraire. Ce faisant, elle a violé l'article 1134, devenu 1103 et 1104, du code civil. **(Cass.2eme civ. 12/02/2026 n°24-18.594)**
- **Sinistre sériel.** Le contrat d'assurance excluait « les conséquences de tous actes prohibés par la réglementation en vigueur ou exécutés par des personnes non habilitées à les faire ». Cette exclusion visait l'utilisation de dispositifs médicaux non conformes à la réglementation applicable. Les implants «New iris», à l'origine du sinistre, ne disposaient ni de la certification européenne requise ni du marquage CE, en méconnaissance des articles L. 5211-3 et L. 5211-4 du code de la santé publique. Le Dr [S] les implantait chez ses patientes en toute connaissance de cause, alors qu'ils étaient interdits sur le territoire français. La cour d'appel retient à juste titre que la clause d'exclusion, formelle et non contestée dans son caractère limité, doit recevoir application. **(Cass.2eme civ. 12/02/2026 n°24-10.913)**
- **Opposabilité de clauses contractuelles.** La jurisprudence rendue dans l'arrêt Myr'Ho de 2006 est réaffirmée. Un tiers à un contrat peut invoquer un manquement contractuel (clause de forclusion, prescription, défaut de tentative de conciliation préalable) sur le fondement de la responsabilité délictuelle dès lors que ce manquement lui a causé un dommage. **(Cass.com 17/12/2025 n°24-20.154)**

## DROIT DES ASSURANCES - REGLEMENTATION

- **Réforme de l'injonction de payer. Décret n°2026-96 du 16/02/2026.** Réduction à trois mois (au lieu de six) le délai de signification de l'ordonnance à peine de caducité, et le greffe n'informe le créancier que des seules oppositions dans le mois de leur réception. À défaut d'avis d'opposition dans les deux mois suivant la signification, le créancier peut poursuivre l'exécution. Le greffe du tribunal compétent, y compris celui du tribunal des activités économiques, est autorisé à tenir le registre spécial des personnes morales non immatriculées. Entrée en vigueur : 1er avril 2026. Les dispositions relatives à la réforme des injonctions de payer sont applicables aux ordonnances rendues à compter du 1er septembre 2026.



## COMPLIANCE - JURISPRUDENCE

- **CJUE C-802/24 (C/2025/535) NV Reibel/JSC VO Stankoimport, question préjudicielle du 20 novembre 2024 :** Contrat de transport de marchandises entre une société belge et une société russe. Mesures de sanctions UE contre la Russie. Avance versée par la société russe non remboursée. Résiliation du contrat. La société russe saisit un tribunal arbitral en Suède en 2021 qui ordonne le remboursement de l'avance. Le tribunal suédois saisit la CJUE d'une question préjudicielle : Une juridiction nationale doit s'assurer, si nécessaire d'office, que l'instance arbitrale a respecté les interdictions liées au règlement UE 833/2014 relatif aux sanctions sur la Russie. Dans le cas contraire, la juridiction nationale doit tirer toutes les conséquences prévues par le droit national et annuler la sentence arbitrale, en raison de la violation de l'ordre public de l'Union.

## COMPLIANCE - REGLEMENTATION

- **Le Règlement européen FIDA** (Financial Data Access) Le règlement vise, à partir de **2027**, à encadrer et sécuriser le partage des données financières tout en renforçant le contrôle des consommateurs. Il s'applique aux banques et assureurs et impose, avec consentement explicite, granulaire et révocable, le partage de certaines données clients avec des tiers autorisés via des API standardisées. Le périmètre couvre les assurances vie et non-vie (hors santé), les instruments financiers, l'historique des transactions et les comportements financiers. **Pour les assureurs, FIDA implique des transformations majeures** : modernisation des SI, renforcement des compétences conformité/juridique, nouvelles collaborations avec des tiers, audit des données, développement d'API et de tableaux de bord, mise à jour des politiques internes et formation. L'articulation avec les DSP3, RGPD, DORA et l'AI Act constitue un enjeu clé.

- **Loi n°2025-1249 du 22/12/2025 - modification des articles L 561-10 et R 561-20-2 du CMF.** S'il n'existe pas de soupçon de blanchiment des capitaux ou de financement du terrorisme, il est possible de ne pas appliquer aux clients PPE les mesures de vigilance complémentaires mais d'appliquer des mesures de vigilance simplifiée lorsque la relation d'affaires est établie avec une personne ou un/ plusieurs produits classifiés à risque faible de BC-FT. Toujours aucun élu local identifié comme PPE à ce stade, dans l'attente de l'entrée en vigueur de la réforme européenne de l'AMLA considérant comme PPE l'élu d'une commune de plus de 50 000 habitants.